

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et du Loir-et-Cher
49 bis, rue Laplace
41000 BLOIS

Orléans, le 16/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



SIEOM de Mer - Vernou-en-Sologne

Usine d'incinération
41230 VERNOU EN SOLOGNE

Références : VAT20220289

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/05/2022 dans l'établissement SIEOM de Mer - Vernou-en-Sologne implanté Usine d'incinération 41230 VERNOU EN SOLOGNE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIEOM de Mer - Vernou-en-Sologne
- Usine d'incinération 41230 VERNOU EN SOLOGNE
- Code AIOT dans GUN : 0010001799
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le SIEOM (Syndicat Intercommunal d'Élimination des Ordures Ménagères) du groupement de Mer exploite une installation d'incinération de déchets (ordures ménagères et déchets industriels banals) depuis 1986. L'installation dimensionnée pour le traitement de 12 500 tonnes de déchets par an comporte une seule ligne d'incinération et fournit de la vapeur à la société KNAUF, voisine du site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Actions nationales 2022 – Contrôle des déchets admis

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Admission des déchets	Décret du 16/09/2021, article 1er IV I	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Admission des déchets	Décret du 16/09/2021, article 1er IV II	/	Sans objet
Traçabilité	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	/	Sans objet
Traçabilité	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
Admission des déchets	Décret du 30/03/2021, article 1 – II	/	Sans objet
Admission des déchets	Décret du 30/03/2021, article 1 – III	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 30/04/2004, article 15.6.	/	Sans objet
Admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 30/04/2004, article 15.4.	/	Sans objet
Admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 30/04/2004, article 15.5.A.	/	Sans objet
Admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 30/04/2004, article 15.5.A.	/	Sans objet
Admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 30/04/2004, article 15.2.	/	Sans objet
Admission des déchets	AP Complémentaire du 09/09/2014, article 2	/	Sans objet
Admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 30/04/2004, article 14.1.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/04/2004, article 15.6.
Thème(s) : Actions nationales 2022, Moyens pour l'admissibilité des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place les moyens nécessaires pour vérifier l'admissibilité de déchet non dangereux spécifique présentant les caractéristiques particulières, tel que les déchets industriels banals.
Constats : Conforme.
Observations : Afin de vérifier l'admissibilité des déchets, l'exploitant a établi des fiches d'acceptation préalable à l'admission. Par sondage, l'inspection des installations classées a consulté trois fiches d'acceptation préalable à l'admission relatives à des apports de déchets municipaux en mélange, de déchets industriels banals. Ces fiches comportent notamment l'identité du producteur du déchet, la dénomination usuelle du déchet, le code déchet ainsi. Ces trois documents étaient en cours de validité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/04/2004, article 15.4.
Thème(s) : Actions nationales 2022, Pesée
Prescription contrôlée : [...] Les déchets sont pesés à l'arrivée.
Constats : Conforme.
Observations : Les deux déchargements contrôlés ont fait l'objet d'une pesée. un bon de pesée a été délivré à chaque déchargement. Le pont-bascule a fait l'objet d'une vérification par la société MINEBEA INTEC FRANCE le 7 juillet 2021. La précédente vérification a été réalisée le 21 juillet 2020.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/04/2004, article 15.5.A.
Thème(s) : Actions nationales 2022, contrôle de non-radioactivité
Prescription contrôlée : La traçabilité des entrées-sorties est assurée à chaque passage lors de la pesée du véhicule à laquelle est associé un contrôle de radioactivité par un portique à déclenchement d'alarme.
Constats : Conforme.
Observations : Les deux déchargements ont fait l'objet d'un contrôle de non-radioactivité à leur arrivée sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/04/2004, article 15.5.A.
Thème(s) : Actions nationales 2022, contrôle de non-radioactivité
Prescription contrôlée : [...] Le réglage du seuil de détection est vérifié et étalonné au moins une fois par an.
Constats : Conforme.
Observations : Le portique de détection de non-radioactivité a fait l'objet d'une vérification (vérification du réglage du seuil de détection et étalonnage) par la société SAPHYMO le 11 novembre 2021. La précédente vérification a été réalisée le 12 novembre 2020.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/04/2004, article 15.2.
Thème(s) : Actions nationales 2022, origine géographique des déchets
Prescription contrôlée : Déchets ménagers et assimilés et DIB : Loir-et-Cher.
Constats : Conforme.
Observations : Consultation du registre des déchets entrants au titre de l'année 2021. Il n'a pas été constaté l'apport de déchets provenant de départements autres que le Loir-et-Cher.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Admission des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/09/2014, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2022, quantité autorisée
Prescription contrôlée : 12 500 tonnes par an comprenant des ordures ménagères et des DIB (maximum DIB : 3000 tonnes par an).
Constats : Conforme.
Observations : Consultation du registre des déchets entrants au titre de l'année 2021. La quantité totale de déchets réceptionnés sur le site (7582 tonnes) est inférieure à la quantité fixée à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 septembre 2014. La quantité de DIB réceptionnés sur le site (3,12 tonnes) est inférieure à la quantité fixée à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 septembre 2014.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/04/2004, article 14.1.
Thème(s) : Actions nationales 2022, déchets admissibles
Prescription contrôlée : Les déchets admissibles sur le centre d'incinération sont constitués : <ul style="list-style-type: none">- des déchets non dangereux* des déchets ménagers bruts* des déchets industriels banals* des refus de tri des collectes sélectives (déchets ménagers, DIB, encombrants et des refus de compostage- des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés.
Constats : Conforme.
Observations : Consultation du registre des déchets entrants au titre de l'année 2021. Seuls les déchets admissibles listés à l'article 14.1 de l'arrêté préfectoral du 30 avril 2004 ont été réceptionnés sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Admission des déchets

Référence réglementaire : Décret du 16/09/2021, article 1er IV I
Thème(s) : Actions nationales 2022, contenu de l'attestation
Prescription contrôlée : A cette fin, est transmise chaque année à l'exploitant de l'installation, une attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés comprenant : la liste de leurs obligations de tri, la description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées. L'attestation sur l'honneur du producteur de déchets est transmise, préalablement à la réception de tout déchet pour l'année en cours, par ce producteur ou lorsque les déchets sont apportés à l'installation par un autre détenteur que celui-ci, par ce dernier.
Constats : Absence de l'attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés (DIB).
Observations : Absence de l'attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés (DIB).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Admission des déchets

Référence réglementaire : Décret du 16/09/2021, article 1er IV II
Thème(s) : Actions nationales 2022, contenu de l'attestation
Prescription contrôlée : La réception dans les installations mentionnées au I des déchets pris en charge par le service public local de gestion des déchets est subordonnée à la transmission annuelle à l'exploitant par la collectivité compétente en matière de traitement de documents justifiant le respect des obligations de collecte séparée définies à l'article, L.2224-16 du code général des collectivités territoriales pour chaque collectivité compétente en matière de collecte.
Constats : Absence du document justifiant le respect des obligations de collecte séparée.
Observations : Absence du document justifiant le respect des obligations de collecte séparée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Traçabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Contenu du registre des déchets entrants.
Prescription contrôlée : Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- la date de réception du déchet et pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo, l'heure de la pesée du déchet- la dénomination usuelle du déchet- le code du déchet entrant- s'il s'agit de déchets POP- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la convention de Bâle- le cas échéant, le numéro du ou des BSDD- la quantité de déchets entrants en tonnes ou m³- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet ou lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de réception si le déchet est géré par un courtier ou un négociant- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs ainsi que leur numéro de réception- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE)1013/2006 (TTD)- le cas échéant le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la convention de Bâle.
Constats : Le registre des déchets entrants au titre de l'année 2022 ne comporte pas tous les items listés à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.
Observations : Le jour de l'inspection, il a été constaté que le registre des déchets entrants au titre de l'année 2022 disponible sur le site ne comporte pas tous les items listés à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021, notamment le code ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets, le numéro SIRET du producteur initial du déchet et du transporteur de déchet.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Traçabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Contenu du registre des déchets sortants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet - la dénomination usuelle du déchet - le code du déchet - s'il s'agit de déchets POP - le cas échéant le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle - le cas échéant, le numéro du ou des BSDD - la quantité de déchets sortants en tonne ou en m³ - l'adresse de l'établissement - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet ou lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le code ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet ainsi que leur numéro de réception - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de réception si le déchet est géré par un courtier ou un négociant - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle.
Constats : Le registre des déchets sortants au titre de l'année 2022 ne comporte pas tous les items listés à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.
Observations : Le jour de l'inspection, il a été constaté que le registre des déchets sortants au titre de l'année 2022 disponible sur le site ne comporte pas tous les items listés à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021, notamment le code ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets et le numéro SIRET du producteur initial du déchet et du transporteur du déchet.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Admission des déchets

Référence réglementaire : Décret du 30/03/2021, article 1 – II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes.</p>
Constats : Absence du dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements.
Observations : Absence du dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements. L'exploitant a demandé plusieurs devis à des sociétés spécialisées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Admission des déchets

Référence réglementaire : Décret du 30/03/2021, article 1 – III
Thème(s) : Actions nationales 2022, Dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo
Prescription contrôlée : La présence d'un dispositif de contrôle par vidéo de déchargement fait l'objet d'une signalisation à l'entrée de l'installation et ainsi que dans les locaux filmés par l'intermédiaire de panneaux, en nombre suffisant, affichés en permanence, lisibles et compréhensibles dans les lieux concernés, qui comportent a minima : le pictogramme d'une caméra indiquant que le lieu est placé sous surveillance vidéo, la finalité du traitement installé, la durée de conservation des images, le nom ou la qualité et le numéro de téléphone du responsable de l'exploitation, le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), ainsi que la procédure à suivre pour demander l'accès aux enregistrements visuels les concernant.
Constats : L'exploitant dispose d'un panneau signalant la présence d'un dispositif de contrôle par vidéo de déchargement. Ce panneau ne comporte pas notamment la finalité du traitement installé, la durée de conservation des images, le nom ou la qualité et le numéro de téléphone du responsable de l'exploitation.
Observations : L'exploitant dispose d'un panneau signalant la présence d'un dispositif de contrôle par vidéo de déchargement. Ce panneau ne comporte pas notamment la finalité du traitement installé, la durée de conservation des images, le nom ou la qualité et le numéro de téléphone du responsable de l'exploitation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet